Gouffern en Auge

REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité - Fraternité

ARRÊTÉ n°163-2025
Portant occupation temporaire du domaine public de la commune

Le Maire de la commune de GOUFFERN-EN-AUGE (Orne),
Vu les Lois et règlements en vigueur ayant pour objet la conservation des chemins, la liberté et la sécurité de la circulation publique,
Vu le code des collectivités territoriales et notamment les articles L 2211.1, L2212.1, L2212.2, L2213.1 et suivants,
Vu le code de la route, notamment les articles L411-1, R 411-1, R411-21-1, L325-1 et R325-1,
Vu la Loi n°82.213 du 02/03/1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiée par la Loi n°82.623 du 22/07/1982,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation des routes,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière,
Vu la demande présentée par l'entreprise GTCA sise TSA 70011 – 69134 DARDILLY CEDEX représentée par Mr Davy SAUSSAYE afin de réaliser des travaux de sécurisation du réseau électrique Basse Tension route du Mont Bougon (D 713) commune déléguée de Saint Pierre la Rivière,
Considérant que pour assurer la sécurité des usagers et pour permettre le bon déroulement des travaux, il est nécessaire de réglementer la circulation et de stationnement,

ARRÊTE

Article 1 : Afin de réaliser des travaux de sécurisation du réseau électrique Basse Tension par l'entreprise GTCA route du Mont Bougon à Saint Pierre la Rivière, commune déléguée de Gouffern en Auge, un empiètement sur chaussée est accordé à l'entreprise à compter du 15 septembre 2025 pendant 30 jours.
Le stationnement de tous véhicules sera également interdit dans la zone des travaux.

Article 2 : Toutes précautions seront prises pour éviter les accidents.
L'autorisation accordée sera révocable à tout moment si l'intérêt de la voirie, de l'ordre public ou de la circulation l'exige, ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux indications qui lui auront été imposées.
Le pétitionnaire restera responsable de tous accidents pouvant résulter de l'exécution de ce travail ;
Le chantier sera signalé de chaque côté du chantier par des plots de chantier.

Article 3 : Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais du pétitionnaire.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Article 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 :
- Monsieur le Maire de GOUFFERN EN AUGE
- Mr le Major de la Brigade de Gendarmerie d'ARGENTAN
- Et tous les agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Gouffern en Auge, le 16 septembre 2025
Le Maire,
Ph. TOUSSAINT

MAIRIE de GOUFFERN en AUGE
61310 ORNE